

**Association des étudiants et étudiantes en sociologie premier cycle et du certificat en immigration et relations interethniques de l'UQAM (AÉÉSPC-CIRI-UQAM)**

*Association étudiante modulaire de l'AFESH-UQAM*

*(Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM)*

400 rue Ste-Catherine Est, local A-2470

Montréal (Québec) H3C 3P8

Courriel : aeespc@courrier.uqam.ca

**Assemblée générale du 18 octobre 2018**

**0. Procédures d'ouverture**

0.1 Ouverture

Proposition d'ouverture à 18h08.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

0.2 Praesidium

Que Mathieu et Stepoh effectuent respectivement l'animation et le secrétariat de la présente assemblée générale.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

0.3 Ordre du jour

Que l'on adopte l'ordre du jour suivant :

**0.0 Procédure d'ouverture**

0.1 Ouverture

0.2 Praesidium

0.3 Ordre du jour

**1.0 Levée de cours**

**2.0 Positionnements politiques**

**3.0 Plan d'actions**

**4.0 Don**

**5.0 Élections**

**6.0 Charte**

**7.0 Varia**

**8.0 Fermeture**

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*  
*Adoptée à l'unanimité*

## **1.0 Levée de cours**

Que l'on lève l'assemblée pendant une durée de 15 minutes pour aller lever le cours

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*  
*Adoptée à l'unanimité*

## **2.0 Positionnement politique**

Proposition de plénière de 20 min à propos de positionnements politiques

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*  
*Adoptée à l'unanimité*

Proposition de période de lecture de 5 minutes

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*  
*Adoptée à l'unanimité*

Proposition de plénière de 20 min à propos de positionnements politiques

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*  
*Adoptée à l'unanimité*

*Proposition d'ajouter 10 minutes à la plénière*

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyée*

*Amendement d'ajouter une limite de 2 minutes par intervention*

*Dûment proposée*  
*Dûment appuyé*  
*Adopté à l'unanimité*

*Proposition mise en dépôt*

*Considérant que le gouvernement canadien détient toujours le pouvoir d'effectuer des changements drastiques dans la protection des terres et des eaux, en plus des réglementations environnementales en ce qui concerne les territoires autochtones;*

*Considérant que l'État canadien est responsable d'un génocide culturel qui se poursuit encore aujourd'hui;*

*Considérant l'apathie de l'État canadien en ce qui concerne la violence vécue par les femmes autochtones, incluant la violence politique de par la non-reconnaissance du statut d'autochtone de leurs petits-enfants;*

Que l'AAEESPC-CIRI se positionne en défense des droits ancestraux et de l'auto-détermination des Premières Nations.

Que l'AEESPC-CIRI affirme son opposition au Plan Nord ainsi qu'à tout projet extractiviste ou de développement du territoire s'effectuant sans le consentement des communautés concernées.

Que l'AEESPC-CIRI appuie les luttes autochtones, notamment en diffusant et en appelant à la participation à des actions en liens avec celles-ci.

Que l'AEESPC-CIRI dénonce l'État canadien et québécois comme acteurs principaux de la colonisation, découlant de l'impérialisme occidental.

Que l'AEESPC-CIRI reconnaisse le fait que nous nous trouvons actuellement sur des territoires volés et non-cédés.

Que l'AEESPC-CIRI se positionne en faveur d'une réforme des manuels scolaires et de l'enseignement de l'histoire qui s'inscrit dans une perspective décoloniale.

Que l'AEESPC-CIRI appuie les initiatives s'inscrivant, selon les communautés concernées, au sein d'une réelle démarche de réconciliation et de décolonisation.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : Ajouter après "gouvernement canadien": "et québécois"

Changer "réconciliation" par "(re)conciliation"

Ajouter : Que l'AEESPC-CIRI s'oppose à un souverainisme québécois blanc et réactionnaire qui est le produit d'un projet colonial perdu

Que l'AEESPC-CIRI supporte toutes les luttes anticolonialistes des peuples colonisés contre le pouvoir colonial et impérialistes et le capitalisme global parasitaire.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Sous-amendement : remplacer "blanc" par "francophone"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Battu à majorité*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI affirme sa solidarité avec les luttes d'autodétermination des Palestiniennes et Palestiniens;

Que l'AEESPC-CIRI adopte un mandat BDS en s'engageant à appuyer la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions;

Que l'AEESPC-CIRI dénonce l'apartheid israélien et la complicité des gouvernements canadiens et québécois et de l'administration municipale de la Ville de Montréal avec l'État d'Israël;

Que l'AEESPC-CIRI s'engage à appliquer activement un boycott académique et culturel en faisant notamment pression sur les instances uqamiennes pour faire cesser toute collaboration avec les institutions et entreprises participant à la colonisation de la Palestine;

Que l'AEESPC-CIRI fasse la promotion d'une collaboration plus accrue entre l'UQAM et les universités et institutions palestiniennes;

Que l'AEESPC-CIRI encourage les autres associations et les autres instances de l'UQAM à adopter des mandats BDS.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI s'oppose à la marchandisation de l'éducation:

Que l'AEESPC-CIRI se positionne en faveur de la gratuité pour tous les services publics.

Que l'AEESPC-CIRI se positionne pour l'autogestion des établissements d'enseignement postsecondaire par les communautés internes, et ce dans une perspective de démocratie directe.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : remplacer "marchandisation de l'éducation" par "éducation marchandisée"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

Sous-amendement : remplacer "éducation marchandisée" par "éducation bourgeoise"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Battu à majorité*

*Battu à majorité*

Amendement : rajouter "Que l'AEESPC-CIRI s'oppose à l'éducation bourgeoise"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

Sous-amendement : ajouter "et blantriarcale"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI encourage la féminisation/neutralisation autant à l'oral qu'à l'écrit et s'engage à l'effectuer dans toutes ses activités.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : ajouter après “féminisation” : “et priorise la neutralisation”

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI utilise ses ressources dans la mesure du possible pour aider les parent-e-s étudiant-e-s dans le cadre de ses activités,

Que l'AEESPC-CIRI aide les parent-e-s étudiant-e-s dans le cas de demandes particulières de leur part.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI lutte activement contre le patriarcat, le racisme, l'hétérosexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie, l'âgisme, le capacitisme, la grossophobie, le colonialisme, l'extractivisme, l'impérialisme, le capitalisme, le spécisme, l'eugénisme, le libéralisme et le fascisme;

Que l'AEESPC-CIRI revendique l'abolition de tout système d'oppression.

Que l'AEESPC-CIRI reconnaisse l'intersectionnalité des systèmes d'oppression et, par conséquent, s'oppose à toute hiérarchisation des luttes.

Que l'AEESPC-CIRI s'oppose à une interprétation de ses positions qui chercherait à invisibiliser ces formes d'oppression et leurs conséquences.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

*Considérant que la croissance infinie dans un monde fini est impossible;*

Que l'AEESPC-CIRI se positionne en faveur de la décroissance comme seule issue possible face aux problèmes que posent les changements climatiques;

Que l'AEESPC-CIRI considère le capitalisme comme étant la cause principale des changements climatiques;

Qu'en ce sens, l'AEESPC-CIRI s'oppose à toutes les causes des changements climatiques et se positionne comme anti-capitaliste.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : Biffer “à toute les” ajouter “aux”

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

Amendement : ajouter “réaliste et” après “seule issue”

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

Amendement : biffer “s’oppose aux causes des changements climatiques” et ajouter “pour la justice climatique”

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à majorité*

*Adoptée à l'unanimité*

*Considérant que l'enquête Sexualité, sécurité et interactions en milieu universitaire (ESSIMU) révèle que dans les universités québécoises, « une personne sur quatre a été victime d'un événement de violence sexuelle dans les douze derniers mois », touchant principalement les femmes;*

*Considérant la nécessité de lutter activement et sans relâche contre la culture du viol dans tous les milieux, y compris à l'université;*

*Considérant la nécessité de responsabiliser et d'éduquer particulièrement les hommes face à leurs comportements envers les femmes et aux enjeux liés au consentement sexuel;*

*Considérant les événements récents à la Faculté de Science politique et droit;*

Que l'AEESPC-CIRI revendique l'ajout d'un cours obligatoire sur les rapports inégalitaires dans la sexualité et sur le consentement sexuel pour toutes les étudiantes et étudiants de la Faculté de Sciences humaines, à l'instar des étudiant-e-s de la Faculté de science politique et droit;

Que l'AEESPC-CIRI revendique également l'ajout de ce cours obligatoire pour toutes les étudiantes et les étudiants de l'UQAM.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

*Considérant qu'il y a des lacunes évidentes dans le système d'éducation québécois en matière d'éducation sexuelle et que la notion de consentement sexuel devrait être abordée dès l'école primaire ;*

*Considérant que les agressions à caractère sexuel sont des actes de domination, d'humiliation, d'abus de pouvoir, de violences principalement commises envers les femmes et les enfants, principalement par des hommes ;*

*Considérant que les agressions sexuelles contre les femmes sont un phénomène systémique dû à une société fondamentalement hétéropatriarcale ;*

*Considérant que plusieurs cas d'agressions sexuelles ont été dénoncés dans le milieu étudiant montréalais suite à de grandes mobilisations sociales comme en 2015 ou en 2012 ;*

*Considérant que le mouvement #AgressionNonDénoncée révèle l'ampleur du problème des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel vécus par les femmes et que des milliers d'autres victimes vivent encore dans le silence et la violence ou ont été assassinées ;*

*Considérant que la violence faite aux femmes est encore banalisée à travers des discours politiques, journalistiques, institutionnels, publicitaires, « humoristiques » et que la culture du viol est omniprésente dans la culture de masse et la culture universitaire et est rarement remise en question ;*

*Considérant que pendant l'année scolaire 2013-2014 plusieurs initiatives féministes militantes ont été mise sur pied afin d'aider des survivantes, mais qu'elles ne peuvent ni ne doivent à elles seules répondre à tous les besoins concernant les violences sexuelles ;*

*Considérant que le Centre des femmes et ses militantes n'ont pas l'énergie ni tous les outils pour venir en aide et en soutien à toutes les victimes de violence et de harcèlement sexuel ;*

*Considérant que le système de plainte pour agressions et harcèlement, soit l'application de la politique 16, est encore et toujours inadéquat à l'UQAM puisque seulement 1% des plaintes déposées en 2012 - 2013 étaient jugées fondées, que ce processus joue en faveur des professeurs en situation de pouvoir et que ce processus conduit des étudiantes à abandonner leurs plaintes et/ou leurs études ;*

*Considérant que le système de justice n'est pas du tout adapté aux violences sexuelles systémiques vécues par les femmes;*

*Considérant que des Centres de ressources pour victimes d'agressions sexuelles existent déjà dans les universités Concordia et McGill.*

Que l'AEESPC-CIRI revendique une éducation sexuelle diversifiée, féministe, anti-oppressive et non-hétérosexiste dès l'école primaire.

Que l'AEESPC-CIRI exige à l'administration de l'UQAM et aux SVE la création d'un Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agressions sexuelles avec une approche féministe afin que des personnes qualifiées puissent y travailler à temps plein.

Que l'AEESPC-CIRI reconnaisse le choix des survivantes de dénoncer publiquement leurs agresseurs et harceleurs pour que cette problématique soit portée sur la place publique, qu'elle devienne une préoccupation sociale et que des transformations soient engendrées dans la communauté.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI se positionne pour la régularisation de toutes les personnes sans-statut, pour la fin des déportations, la fin des détentions des personnes migrant-e-s, des immigrant-e-s et des réfugié-e-s.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à majorité*

Que l'AEESPC-CIRI encourage l'utilisation de l'action directe, de la désobéissance civile, se positionne en faveur de la diversité des tactiques et encourage les autres associations étudiantes du Québec à faire de même.

Que l'AEESPC-CIRI se positionne pour le droit de manifester librement et sans conditions, et qu'en ce sens, elle s'oppose à la divulgation des trajets des manifestations auxquelles elle participe.

Que l'AEESPC-CIRI s'affirme comme organisation syndicale combative et s'engage à mettre en pratique ce principe, notamment dans la perspective de construire des rapports de force concrets face aux différents enjeux, sociétaux et/ou étudiants, et ainsi obtenir des gains matériels.

Que l'AEESPC-CIRI soit solidaire avec les travailleurs et travailleuses du monde et soutient donc le principe de solidarité syndicale.

Que l'AEESPC-CIRI dénonce la violence institutionnelle.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : ajouter "Que l'AEESPC-CIRI s'oppose à la brutalité policière et aux prisons"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à majorité*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI dénonce et s'oppose à toutes formes de profilage, notamment le profilage racial, le profilage social et le profilage politique.

Que l'AEESPC-CIRI dénonce la militarisation grandissante du corps policier et qu'elle se méfie de ce dernier.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : ajouter " et contre l'espionnage de masse" après "profilage politique

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'AEESPC-CIRI dénonce la judiciarisation des militantes et des militants, particulièrement lorsque celle-ci survient au cours d'une activité organisée par l'association et/ou à laquelle l'association a invité ses membres à participer et/ou lors d'un événement qui correspond à ses positionnements politiques.

Qu'en ce sens, l'AEESPC-CIRI appuie par tous les moyens possibles les démarches juridiques et les demandes de soutien des arrêté- e-s, particulièrement de ses membres.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : ajouter "Que cette position ait un effet rétroactif?"

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

*Considérant le dépôt éminent d'un projet de loi par la CAQ, formant désormais un gouvernement majoritaire sur l'interdiction de port religieux pour les personnes en situations d'autorité dont les enseignant.e.s;*

*Considérant que le racisme d'État et les oppressions structurelles qui en découlent sont inacceptables;*

*Considérant que ce projet ne fait qu'alimenter la division et la haine, en particulier l'islamophobie, en détournant toute réflexion cohérente sur l'état actuel du système d'éducation;*

Que l'AEESPC-CIRI se dote d'une position ferme contre tout projet de loi, clause, règlement, politique interne, etc., qui prône la discrimination sur la base de l'appartenance religieuse, ou de n'importe quelle oppression systémique.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*



Amendement : ajouter “considérant qu’un tel projet de loi constitue trop souvent une instrumentalisation du féminisme” et “considérant qu’un tel projet de loi vise tout particulièrement les femmes musulmanes portant le voile et qu’il s’agit d’une forme d’islamophobie et de sexisme”

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l’unanimité*

*Adoptée à l’unanimité*

*Considérant que la société actuelle est présentement noyée dans le sexisme et la misogynie ainsi que dans le spécisme et l’anthropocentrisme;*

*Considérant que la Science hégémonique capitaliste occidentale est représentée comme la seule forme de savoir légitime;*

*Considérant que décoloniser «la» connaissance passe par légitimer les autres formes de savoirs et de sciences;*

*Considérant le caractère intrinsèque et inter-imbriqué actuel du carnocentrisme (soit «la construction normative [et idéologique] de l’identité humaine» selon l’idée que l’humain serait dominant via «l’ingestion plus ou moins ritualisée d’animaux non humains»), du phallogocentrisme (soit «l’identification (implicite) du sujet au mâle humain») et du logocentrisme (soit «le mariage de la raison et de la domination»)* dans le carnophallogocentrisme;

*Considérant la crise écologique multidimensionnelle actuelle;*

Que l’AEESPC-CIRI renouvelle ici (si c’est déjà fait) ses mandats féministe, antispéciste et écologiste;

Que l’AEESPC-CIRI refuse l’instrumentalisation des personnes, groupes et traditions autochtones de manière à vouloir légitimer ou délégitimer le spécisme, l’antispécisme ou les revendications autochtones;

Que l’AEESPC-CIRI remette en doute systématiquement les consensus anthropocentrés;

Que l’AEESPC-CIRI reconnaisse l’importance de lutter simultanément contre le carnocentrisme, le phallogocentrisme et le logocentrisme et que, pour ce faire, elle se positionne comme écoféministe, c’est-à-dire comme anti-carnophallogocentriste;

Que l’AEESPC-CIRI se positionne pour la reconnaissance des autres formes de savoirs et de sciences en appuyant notamment tout mouvement décolonial et féministe qui s’inscrirait dans cette démarche, que ce soit, par exemple, en remettant en cause l’hégémonie de la naturalisation de la Science ou en mettant de l’avant l’idée que tout être humain.e a un point de vue nécessairement situé, même lorsqu’elle dit produire des données ou informations à caractère scientifique.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Proposition de mise en dépôt

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l’unanimité*

Proposition de temps de rédaction de 5 minutes

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à majorité*

Que l'AEESPC-CIRI soutienne les initiatives concernant la revendication d'un local adéquat et accessible pour les étudiant-e-s en situation de handicap, peu importe la nature de leur handicap, dans l'annexe de la bibliothèque actuellement en construction

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

Que l'on prenne un mandat de méfiance envers le PCR, au moins jusqu'à ce que leurs lignes féministes soient plus transinclusives et enlignées avec les mandats de l'aespc-ciri

Que l'on exclut les membres du PCR des activités de l'AEESPC-CIRI

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

Proposition privilégiée de passer au point 7 : Charte

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

### **3.0 Plan d'action**

*Considérant que les stages non rémunérés sont une forme de travail gratuit, dont la non-reconnaissance s'inscrit dans l'invisibilisation plus large du travail reproductif traditionnellement et majoritairement pris en charge par les femmes;*

*Considérant que, depuis la crise bancaire et financière de 2008, les stages non-rémunérés se multiplient et se généralisent, et ce, de manière particulièrement marquée dans les domaines majoritairement et traditionnellement féminins;*

*Considérant qu'une corrélation peut être établie entre les politiques néolibérales de restructuration du marché du travail et d'austérité budgétaire et l'augmentation du nombre d'heures de travail gratuit effectuées par les stagiaires;*

*Considérant que quelques journées de grève de plus de 20 000 étudiant-e-s ont réussi à faire obtenir aux étudiant-e-s en éducation une compensation financière pour leur quatrième stage;*

*Considérant que cette compensation ne répond pas à la revendication d'une rémunération pour tous les stages et qu'elle s'avère largement insuffisante pour pallier aux compressions budgétaires libérales de plus de 4 milliards de dollars;*

*Considérant que 14 associations étudiantes, dont l'AÉTS-UQAM, l'AFESH, l'ADEESE, l'AFESPED, l'AGECVM, le REETS-UQO et l'AÉMÉ-UQO, ont lancé un ultimatum aboutissant à la grève générale illimitée des stages si la rémunération de tous les stages n'est pas mise en place dès l'hiver 2019;*

Il est proposé dans le cadre du plan d'action 2018-2019 de l'AEESPC-CIRI:

Que l'AEESPC-CIRI informe et mobilise ses membres en faveur de la lutte pour la rémunération de tous les stages à tous les niveaux;

Que l'AEESPC-CIRI lance, dès l'adoption de ce plan d'action, un ultimatum au gouvernement de mettre en place un programme de rémunération de l'ensemble des stages dans l'ensemble des programmes et à tous les

niveaux d'études;

Qu'advenant le défaut du gouvernement d'implanter la rémunération de tous les stages à tous les niveaux, l'AEESPC-CIRI organise, au début de la session d'hiver 2019, une assemblée générale spéciale afin de soumettre au vote des étudiant·e·s une proposition de grève générale illimitée des cours et des stages, ayant comme condition de déclenchement l'atteinte du plancher suivant: 20 000 étudiant·e·s avec un mandat de GGI réparti.es dans 3 régions administratives;

Que l'AEESPC-CIRI invite ses membres à participer à la Coalition montréalaise pour la rémunération de tous les stages et qu'elle invite les groupes, associations et organismes alliés à y participer;

Que l'AEESPC-CIRI cherche, auprès des syndicats (internes et externes) et organismes communautaires, des appuis à la campagne pour la rémunération de tous les stages afin d'augmenter les moyens de pression et d'encourager à refuser les stagiaires en grève dans leurs milieux de travail en guise de solidarité.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : ajouter : *“Considérant l'étendue des mobilisations présentes et passées par rapport aux violences sexuelles, notamment en milieu universitaire;*

*Considérant que ces violences touchent particulièrement les femmes, les personnes racisées, les personnes de genres minorisés et les personnes en situation de handicap;*

*Considérant que nous sommes toujours en attente de la version révisée de la politique 16 de l'UQAM;*

*Considérant que les agressions sexuelles et les violences sexuelles en milieu universitaire demeurent un phénomène invisibilisé;*

*Considérant le manque criant de soutien et de services destinés aux survivantes, ainsi que la totale impunité des agresseurs;*

*Considérant les résultats alarmants du rapport ESSIMU, tant au niveau global que de manière spécifique à l'UQAM;*

*Considérant le contexte politique étudiant actuel, orienté vers une lutte féministe, que ce soit pour la rémunération des stages ou contre les violences sexuelles;*

*Considérant que les stages non rémunérés sont une forme de travail gratuit, dont la non-reconnaissance s'inscrit dans l'invisibilisation plus large du travail reproductif traditionnellement et majoritairement pris en charge par les femmes;*

*Considérant que, depuis la crise bancaire et financière de 2008, les stages non-rémunérés se multiplient et se généralisent, et ce, de manière particulièrement marquée dans les domaines majoritairement et traditionnellement féminins;*

*Considérant qu'une corrélation peut être établie entre les politiques néolibérales de restructuration du marché du travail et d'austérité budgétaire et l'augmentation du nombre d'heures de travail gratuit effectuées par les stagiaires;*

*Considérant que quelques journées de grève de plus de 20 000 étudiant·e·s ont réussi à faire obtenir aux étudiant·e·s en éducation une compensation financière pour leur quatrième stage;*

*Considérant que cette compensation ne répond pas à la revendication d'une rémunération pour tous les stages et qu'elle s'avère largement insuffisante pour pallier aux compressions budgétaires libérales de plus de 4 milliards de dollars;*

*Considérant que 14 associations étudiantes, dont l'AEETS-UQAM, l'AFESH, l'ADEESE, l'AFESPED, l'AGECVM, le REETS-UQO et l'AEÉMÉ-UQO, ont lancé un ultimatum aboutissant à la grève générale illimitée des stages si la rémunération de tous les stages n'est pas mise en place dès l'hiver 2019;*

Il est proposé dans le cadre du plan d'action 2018-2019 de l'AEESPC-CIRI que l'AEESPC-CIRI entame une campagne politique féministe en deux volets :

PREMIER VOLET

Que l'AEESPC-CIRI informe et mobilise ses membres en faveur de la lutte pour la rémunération de tous les stages à tous les niveaux;

Que l'AEESPC-CIRI lance, dès l'adoption de ce plan d'action, un ultimatum au gouvernement de mettre en place un programme de rémunération de l'ensemble des stages dans l'ensemble des programmes et à tous les niveaux d'études;

Qu'advenant le défaut du gouvernement d'implanter la rémunération de tous les stages à tous les niveaux, l'AEESPC-CIRI organise, au début de la session d'hiver 2019, une assemblée générale spéciale afin de soumettre au vote des étudiant·e·s une proposition de grève générale illimitée des cours et des stages, ayant comme condition de déclenchement l'atteinte du plancher suivant: 20 000 étudiant·e·s avec un mandat de GGI réparti.es dans 3 régions administratives;

Que l'AEESPC-CIRI invite ses membres à participer à la Coalition montréalaise pour la rémunération de tous les stages et qu'elle invite les groupes, associations et organismes alliés à y participer;

Que l'AEESPC-CIRI cherche, auprès des syndicats (internes et externes) et organismes communautaires, des appuis à la campagne pour la rémunération de tous les stages afin d'augmenter les moyens de pression et d'encourager à refuser les stagiaires en grève dans leurs milieux de travail en guise de solidarité.

## DEUXIÈME VOLET

Que l'AEESPC-CIRI poursuive la campagne contre les violences sexuelles, la culture du viol et le sexisme en milieu universitaire entamée l'année passée;

Que l'on reconnaisse que les femmes autochtones, noires et racisées sont marginalisées à de multiples angles, incluant dans les luttes féministes, et qu'en ce sens, leurs voix soient priorisées dans le cadre de cette campagne;

Que l'AEESPC-CIRI dénonce le fait que les stagiaires n'ont aucune protection en cas de violences sexuelles ou de d'autres types d'abus sur leurs milieux de stages;

Que les décisions relatives à la campagne prise en comité féministe non-mixte (excluant les dudes cis) aient préséance sur celles prises en comité mob mixte;

Que l'on critique la dynamique historique de désinvestissement des militants masculins des campagnes politiques lorsque celles-ci sont féministes, en insistant sur le fait qu'il s'agit d'une forme de pro-féminisme de façade." à la fin

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adoptée à l'unanimité*

Proposition privilégiée de retourner au point 2

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*

## 4.0 Élection

## 6.0 Charte

Que l'on crée un comité de refonte de la charte de l'AEESPC-CIRI.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

Amendement : Que ce comité soit le plus paritaire possible

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

Sous-amendement : Que ce comité soit le plus paritaire possible en terme de parité homme-femme et en terme de parité sociologique-ciri

*Dûment proposé*

*Dûment appuyé*

*Adopté à l'unanimité*

*Adopté à l'unanimité*

*Adopté à l'unanimité*

## **5.0 Varia**

## **6.0 Fermeture**

Proposition de fermeture à 21:24.

*Dûment proposée*

*Dûment appuyée*

*Adoptée à l'unanimité*